International Meat Secretariat
www.meat-ims.org | 577 | avril 2017

CONTENTS

- L'OIV, réorganisé, encourage la libéralisation des échanges et les adhésions
- Invitation à participer au programme mondial pour un élevage durable
- Élevage et objectifs de développement durable
- Le renouveau des grèves
- Prochains événements

L'OIV, réorganisé, encourage la libéralisation des échanges et les adhésions

Le présent article fait partie du projet Histoire de l'OIV (Newsletters No. 538, 544, 552, 553, 555, 559, 564, 572).

Après le Congrès mondial de la viande de 1989 à Paris, l'OIV prit des mesures décisives pour accroître le nombre de ses membres, réorganiser son administration et ses finances, améliorer sa communication et renforcer son profil international auprès du secteur et du gouvernement.

Ces points furent abordés par le nouveau Conseil exécutif, sous la présidence d'Alberto de las Carreras, et Chris Oberst nommé au poste de trésorier pour gérer les frais liés à la réorganisation. Une de ses fonctions principales était de veiller au règlement en temps opportun des cotisations et de suspendre les membres qui ne les réglaient pas. Son sens des affaires en tant que trésorier puis en tant que président permit à l'OIV d'améliorer et de stabiliser sa situation financière et sa structure dirigeante.

Étaient également élus au Conseil, Gérard Biret, dont l'énergie et l'ambition en faveur de l'OIV n'avaient d'égal que sa générosité à son égard, l'Italien Fernando Schellino, un des membres fondateurs et soutien bienveillant de l'organisation, ainsi que Louis de Wijze des Pays-Bas. Chacun d'eux était animé par l'urgence de faire de l'OIV l'organisation représentative du secteur de la viande et de l'élevage dans le monde entier.

Une correspondance abondante témoigne de l'identification détaillée des membres et de la prospection de membres potentiels, tandis que les réunions du Conseil exécutif étaient dominées par des rapports d'avancement sur la progression des cotisations et l'amélioration progressive de la situation financière.

Alberto de las Carreras concentra ses activités de prospection en Amérique du Sud. Chris Oberst s'affairait à prospecter et recruter des membres parmi les organisations de la filière viande dans les pays anglophones comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. En sa qualité de négociant international de viande, Louis-Gérard Biret se révélait être un recruteur convainquant et efficace auprès des organisations du commerce de la viande dans toute l'Europe et l'Afrique. Cette activité intense eut pour résultat que les cotisations firent plus que doubler, passant de 24 membres (dont la plupart n'avait pas payé leur cotisation) à 52 membres provenant de 25 pays en 1991.

Compte tenu de l'intérêt et de l'implication du secteur français de la viande lors du Congrès réussi de Paris, et de l'engagement personnel de Louis-Gérard Biret en faveur de son développement, il fut convenu de transférer le siège social de l'OIV de Bruxelles à Paris, là où se trouvait à l'origine le bureau de Biret, boulevard Pasteur. Paul Ricard, qui avait activement participé aux préparatifs du Congrès mondial de la viande de Paris, fut nommé responsable du bureau. Ricard se donna pour mission de réorganiser l'OIV et d'améliorer son image de marque en créant des liens plus étroits entre l'OIV et ses membres, et en publiant une Newsletter mensuelle qui contiendrait des informations "confidentielles" non accessibles aux publications existantes. La Newsletter était depuis longtemps chère aux anciens membres de l'OIV, en particulier de la Carreras et Biret.

Son objectif était d'informer les membres, et de renforcer les liens entre eux et le siège social de l'OIV. Le premier numéro, publié le 1er avril 1989, succédait à un bulletin d'informations commerciales, OPICARNE, dont au moins sept numéros avaient été publiés à Buenos Aires en 1984 et 1985.

La parution de la Newsletter passa d'une fréquence mensuelle à bimensuelle en octobre 1989, Loek Boonekamp, un économiste en agriculture assurant la préparation et la publication des nouveaux contenus.

Interbev, l'institut français de la viande et de l'élevage qui avait organisé le Congrès de Paris, renforça son soutien à l'égard de l'OIV en lui offrant un bureau dans les locaux du CIV, le Centre d'information des viandes sis 11 rue de Lafayette à Paris, endroit qui devint le siège social de l'OIV le 18 septembre 1989. Les progrès réalisés par l'OIV au cours de cette période et pendant les trente années suivantes furent grandement facilités par l'implication

I.M.S.
5 rue Lespagnol
75020 Paris
FRANCE

Tel:
33 (0)1 44 93 60 20

Fax:
33 (0)1 44 93 60 01

Editor: Hsin Huang
© I.M.S. Tous droits réservés

La reproduction, totale ou partielle, de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit, est interdite sans l'autorisation préalable de l'OIV.

www.meat-ims.org

personnelle du directeur général d'Interbev, Jean-Louis Bignon. En effet, le secteur français de la viande, par le biais de ses organisations représentatives et de ses entreprises individuelles, se révéla être, depuis l'installation à Paris, un pilier constant de l'OIV.

Paul Ricard quitta l'OIV en juin 1989 et fut remplacé par Denis Agniel, d'Interbev. Christophe Genty, lui-aussi d'Interbev, fut ensuite nommé à mi-temps au poste de secrétaire général en février 1990. Tout en bénéficiant de la largesse de Biret et d'Interbev concernant son secrétariat, l'OIV versait aux deux organisations un loyer dont il avait été convenu ainsi que les frais associés.

Le huitième Congrès mondial de la viande eut lieu à Londres, au Queen Elizabeth II Conference Centre, du 24 au 26 avril 1991, sous la direction de Chris Oberst, directeur général de la British Meat and Livestock Commission, tandis que Bob Bansback, un des dirigeants de la MLC, gérait son organisation. Le Congrès, placé sous le thème "*The Meat Industry - Keeping Pace with a Changing World*" (Le secteur de la viande - suivre le rythme d'un monde en évolution) attira 550 participants.

L'objectif de l'OIV de promouvoir le commerce international de la viande – fortement partagé par les organisateurs hôtes – se reflétait largement dans les programmes et sessions du Congrès. L'événement eut lieu dans le contexte des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round du GATT, et de l'évolution de la situation commerciale des pays émergents de l'Europe centrale et de l'Est, conjointement avec l'importance des échanges mondiaux de viande à destination de pays clés de l'Amérique du Sud et de parties de l'Afrique. Un autre des éléments essentiels était les changements structurels au sein de la Communauté européenne dans le cadre du marché unique.

Alberto de las Carreras démissionna de la présidence après le Congrès de Londres et Chris Oberst fut élu à ce poste. Le nouveau Conseil exécutif fut également renforcé par l'arrivée d'Allan Frazer de Meat and Wool New Zealand, qui fut nommé trésorier, et Philip Seng, PDG de l'United States Meat Export Federation.

S'il est vrai que l'OIV n'a jamais été un groupe de lobby agressif, sa mission est de défendre et promouvoir les intérêts du secteur de la viande, ce qu'il a cherché à faire auprès d'organisations intergouvernementales compétentes. Ainsi, du fait de l'importance vitale du commerce international pour nombre de ses membres, le nouveau président, Chris Oberst, réagit rapidement et organisa une réunion avec le Conseil international de la viande créé dans le cadre du GATT pour présenter l'OIV, le conseiller sur les tendances du marché international de la viande, et montrer son soutien en faveur de la libéralisation des échanges.

La réunion eut lieu à Genève le 20 juin 1991, et une autre réunion de l'OIV et du Conseil international de la viande se tint de nouveau à Genève le 19 juin 1992.

Laurence Wrixon

Invitation à participer au programme mondial pour un élevage durable

L'OIV et ses membres oeuvrent conjointement avec l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au Programme mondial pour un élevage durable.

Ce partenariat réunissant des représentants clés de gouvernements, le secteur privé, la société civile et des universitaires engagés pour le développement durable du secteur de l'élevage, vise à catalyser et guider l'amélioration continue des pratiques de l'élevage pour faire face à trois grands enjeux de notre temps: la raréfaction des ressources, la croissance de la demande, et la pauvreté.

Vous êtes cordialement invités à participer à la septième réunion des partenariats multipartites intitulée "*Achieving multiple benefits through livestock-based solutions*" (Obtenir de multiples avantages grâce à des solutions basées sur l'élevage)", qui se tiendra à Addis-Abeba (Éthiopie) du 8 au 12 mai 2017. Comme de coutume, une délégation de l'OIV sera présente. Si vous souhaitez participer à cette réunion, inscrivez-vous directement sur le lien suivant:

Réunion en Éthiopie

Pourquoi participer au Programme mondial pour un élevage durable ou le soutenir?

Il est important de s'engager et de proposer un point de vue du secteur privé fondé sur des preuves scientifiques, reconnaissant la diversité des systèmes de production dans le monde. Le débat sur la durabilité est complexe. Les débats doivent se dérouler de manière juste et équilibrée – nous ne pouvons pas influencer les résultats si nous ne faisons pas partie de la discussion.

Le secteur de l'élevage est essentiel pour le développement durable

Le secteur de l'élevage contribue fondamentalement au développement durable – c'est

une vision qui, selon l'OIV, est importante pour tous ses membres, s'applique à toutes les espèces animales, aux systèmes de production (grands ou petits) et à tous les pays (développés ou en développement). L'engagement du secteur privé en faveur du Programme mondial pour un élevage durable est indispensable pour illustrer concrètement la manière durable dont nous avons toujours nourri le monde avec des protéines nutritives de grande qualité, et dont nous pouvons continuer de le faire.

Le texte qui suit est un résumé du document de synthèse produit à la suite de la réunion du Programme mondial à Panama en juin 2016. L'OIV est l'un des nombreux partenaires à cette discussion multipartite. Cela signifie que nous n'allons probablement pas nous entendre avec tous les participants sur certains des points présentés, en particulier les questions sensibles comme le bien-être animal et la résistance aux antimicrobiens. L'intégralité du texte, y compris la discussion détaillée portant sur la manière dont l'élevage est lié à chacun des Objectifs de développement durable, peut être consultée sur le site Internet de la FAO:

Synthèse en anglais

Synthèse en français

Synthèse en espagnol

Élevage et objectifs de développement durable

Le 25 septembre 2015, les 193 États membres des Nations Unies ont adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le Programme définit 17 objectifs ambitieux, les Objectifs de développement durable (ODD), associés à 169 cibles, qui visent à aider les gouvernements, les organisations internationales, le secteur privé et la société civile à tracer la voie du développement pour les hommes et les femmes au cours des 15 prochaines années. (http://www.un.org/sustainabledevelopment).

Les 17 ODD intègrent les trois dimensions du développement durable - économique, social et environnemental - et sont indivisibles. Cela signifie qu'aucun objectif ne peut être séparé des autres, et que tous appellent à une approche globale et participative. Tous les ODD sont également universels, en ce sens que le Programme à l'horizon 2030 est pertinent pour toutes les nations. Cependant, alors que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies constitue un cadre approuvé et accepté internationalement, et applicable à chaque nation, d'importantes lacunes subsistent en matière de sensibilisation et de consensus international sur la façon dont ses différents objectifs et cibles doivent être mis en œuvre.

La présente synthèse vise à fournir un aperçu des liens entre élevage et ODD afin de permettre aux partenaires du Programme mondial pour l'élevage durable d'atteindre les ODD des Nations Unies en les aidant à évaluer toute l'importance de la contribution potentielle du secteur de l'élevage. Cette synthèse se base sur des faits scientifiques et des chiffres obtenus par les experts de la FAO et de la communauté scientifique, et elle décrit comment l'élevage est relié aux différents objectifs. Elle utilise également des éléments d'un document de travail en cours d'élaboration par la Division de la santé de la production animale de la FAO et présente les conclusions de la réunion multipartite du Programme mondial tenue à Panama en juin 2016.

Ce document se fonde sur le principe que l'élevage est positionné à l'interface des systèmes humains et naturels, principe fondateur de l'approche de la durabilité au sein du Programme mondial. Les hommes ont façonné leur environnement, le système naturel, depuis l'aube de l'agriculture. Cette dernière utilise les ressources naturelles (terre, eau, biodiversité, forêts, nutriments et énergie) et les services environnementaux, et les transforme en produits agricoles (aliments, fourrages, fibres, combustibles), qui non seulement répondent aux besoins immédiats, mais offrent aussi des services économiques et sociaux (sécurité alimentaire, croissance économique et réduction de la pauvreté, santé et valeur culturelle).

L'approche de la durabilité doit donc tenir compte des interactions et des compromis qui s'opèrent au sein et entre les systèmes humains et naturels, du fait de la production agricole, et décider de la meilleure façon de réduire leur impact (tel que cela a été reconnu dans les principes de la FAO pour une agriculture et une alimentation durables). Les ODD pourraient donc être regroupés en 3 groupes: ceux qui décrivent les besoins et les aspirations de la population humaine (pas de pauvreté, faim zéro, bonne santé et éducation, égalité des sexes, inégalité globale réduite, et paix et justice); ceux qui décrivent les exigences environnementales de la planète (eau, énergie, systèmes marins, terre et biodiversité, et climat); et ceux qui décrivent

des procédés souhaitables permettant d'atteindre un meilleur équilibre.

Priorités pour les parties prenantes du secteur de l'élevage

Lors de la réunion de partenariat multipartite du Programme mondial pour l'élevage durable au Panama (juin 2016), environ 190 participants de 45 pays, représentant différents secteurs – privé, public, ONG, recherche, société civile, bailleurs de fonds, organisations intergouvernementales et multilatérales – ont discuté des rôles de l'élevage dans la réalisation des ODD. Ils ont exprimé leur intérêt et pris en considération leurs priorités en partant de différents points de vue: en tant qu'individus, en tant que groupe d'intérêts et en tant que groupe de connaissances thématiques. Bien que tous les ODD aient été considérés comme importants et pertinents pour le secteur, 5 sur 17 ont bénéficié d'une priorité nettement plus élevée de tous les points de vue: ODD 1 (Pas de pauvreté), ODD 2 (Faim zéro), ODD 13 (Actions climatiques), ODD 15 (Vie terrestre) et ODD 17 (Partenariat pour les 11 objectifs). En tant qu'individus, les partenaires du Programme mondial ont également donné la priorité à l'ODD 12 (Consommation et production responsables).

Les discussions et les négociations sur les priorités dans les différents groupes ont révélé que le secteur public et le secteur privé ont des priorités similaires (ODD 2, 3, 8 et 15). Ils ont également confirmé certains des domaines de travail thématiques existants dans le Programme mondial (par exemple, amélioration de l'efficience et outils de mesure des progrès) et mettent en lumière les lacunes actuelles et les questions émergentes.

Le partenariat multipartite a adopté la déclaration de Panama reconnaissant l'importante de la contribution du secteur au Programme à l'horizon 2030 des Nations Unies ainsi que la nécessité d'une action concertée et d'un accord pour œuvrer en faveur de réformes politiques, du développement institutionnel et d'investissements pour soutenir les changements de pratiques en élevage. Avec cette déclaration, les partenaires du Programme mondial ont accepté les défis du développement durable et ont montré leur détermination et leur volonté de s'engager.

Intégration intersectorielle et priorisation nationale des cibles des ODD

Les liens avec les ODD sont nombreux, révélant la diversité et la complexité des systèmes d'élevage, et la diversité d'objectifs qu'ils remplissent. L'importance de ces liens varie selon les pays et les conditions locales. Les efforts portant sur un objectif spécifique auront très souvent des répercussions sur d'autres objectifs. Par exemple, les actions et les politiques visant à accroître les énergies renouvelables à partir de la biomasse (ODD 7) peuvent avoir des impacts négatifs sur l'ODD 6 sur l'eau (par le biais de l'irrigation des cultures énergétiques) et sur l'ODD 2 sur la faim (par le biais de la concurrence pour la terre entre productions alimentaire et énergétique). Les efforts visant à améliorer la productivité dans le secteur agricole pour éradiquer la faim peuvent également contribuer à la réduction de la pauvreté (ODD 1) grâce à l'augmentation des revenus des petits agriculteurs, et à la réalisation de l'ODD 15 sur la terre (en limitant l'expansion des terres agricoles).

Pour atteindre les 17 ODD, 169 cibles ont été identifiées. Atteindre les ODD nécessitera d'analyser les 169 cibles et leurs interrelations, et de les prioriser afin de tenir compte des spécificités nationales. De nombreux gouvernements possèdent des agences distinctes traitant de différents secteurs tels que l'agriculture, l'eau, l'énergie et le climat, et l'identification de cibles prioritaires intersectorielles promouvra des politiques plus intégrées et cohérentes. Les cibles des ODD doivent être considérées par les pays comme des blocs de construction qu'ils peuvent sélectionner et agencer pour s'adapter au contexte et aux capacités locales.

Les interactions entre les cibles peuvent être perçues de trois façons: une cible peut être dépendante d'une ou plusieurs autres cibles (par exemple, améliorer l'accès à l'irrigation pour l'agriculture nécessite un approvisionnement stable en eau douce); elle peut imposer des conditions à d'autres cibles (par exemple, l'existence de systèmes agricoles et alimentaires durables conditionne la manière dont l'eau doit être utilisée plus efficacement); et elle peut les renforcer (par exemple, l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation de l'eau permet d'améliorer le rendement de manière durable). Des compromis peuvent également apparaître dans la façon dont les cibles interagissent, par exemple lorsque les productions alimentaire et énergétique sont en concurrence pour les mêmes ressources en eau ou en terres. Lorsque c'est le cas, les cibles ne devraient pas être exclues, mais soigneusement traitées dans une approche intersectorielle, afin d'identifier des solutions gagnant-gagnant ou des moyens d'atténuer les impacts négatifs.

Mesurer les progrès: le rôle du savoir

Des indicateurs harmonisés sont essentiels pour mesurer les progrès. Un solide cadre d'indicateurs permettra de transformer les ODD et leurs cibles en un outil de gestion pour aider les pays à élaborer des stratégies de mise en œuvre et à allouer leurs ressources en conséquence; il fournira aussi une fiche de suivi pour mesurer les progrès vers le développement durable et veiller à la responsabilisation de toutes les parties prenantes.

Les mécanismes de suivi des ODD sont encore en cours d'élaboration, mais un consensus émergent suggère que ce suivi se concentrera principalement sur le niveau national. Un suivi complémentaire aura lieu aux niveaux régional et mondial. Les ODD et leurs cibles étant interdépendants, de nombreux indicateurs devraient contribuer au suivi de plusieurs cibles à la fois.

L'élaboration d'indicateurs et de mesures nécessite des outils et des méthodologies. Cela inclut des protocoles et des analyses qui peuvent être appliqués à tous les systèmes de production et à toutes les régions. Par exemple, mesurer l'efficacité de l'utilisation de l'azote ou estimer les pertes faisant suite à une catastrophe liée au changement climatique nécessite une méthode de comptabilisation harmonisée, avec des besoins en données spécifiques. Des capacités nationales indépendantes et impartiales sont nécessaires pour mesurer les progrès, mais celles-ci sont en fort déficit dans de nombreux pays. Certains indicateurs existent, mais les données ne sont pas systématiquement collectées sur une base régulière, harmonisée et comparable – en particulier dans les pays à faibles revenus et pour des mesures sociales et environnementales clés. Des efforts internationaux sont donc nécessaires pour continuer à générer et diffuser des connaissances pour un suivi efficace et équitable des progrès accomplis dans la réalisation des ODD.

Dans la liste actuelle des indicateurs proposés, un seul est spécifique à l'élevage (écart de rendement en production animale), mais un grand nombre d'indicateurs pour les systèmes agricoles et alimentaires ont une composante élevage (par exemple, efficience dans l'utilisation des nutriments, diversité génétique, pourcentage de déchets des flux d'eau traités, émissions de gaz à effet de serre, variation annuelle de la superficie forestière, alimentation). Cela confirme la nécessité d'approches intégrées également dans la mesure du progrès et illustre la nécessité pour le secteur d'élaborer des indicateurs fiables.

Sur la base de cette perspective exhaustive, il apparait que la clé pour aborder le développement du secteur de l'élevage dans le cadre des ODD réside dans le développement d'outils et d'actions intégrés qui répondent aux priorités spécifiques et aux besoins de développement des pays et des contextes locaux. Il y a beaucoup à gagner à relier des connaissances diversifiées dans les domaines sociaux, économiques, environnementaux et technologiques, et le Programme mondial pour un élevage durable fournit une plateforme adaptée pour cette mise en relation. ■

Le renouveau des grèves

Un conflit du travail au sein d'une petite société du secteur de la viande dans le Midwest américain fait écho au passé et marque un tournant vers l'avenir.

Holten Meats, à Sauget (Illinois), une banlieue de St. Louis (Missouri) (Sauget se situe juste de l'autre côté du centre-ville de St. Louis sur le fleuve Mississipi), n'est pas une grande entreprise, mais elle approvisionne depuis longtemps l'industrie de la restauration avec des produits à base de bœuf de grande qualité, notamment son produit phare, le hamburger "*Thick N Juicy*". Récemment pourtant, c'est une grève menée par ses travailleurs syndicalistes qui a placé Holten sur le devant de la scène.

Il y a quarante ans, cet événement serait passé inaperçu. Les grèves étaient monnaie courante au sein des sociétés américaines du secteur de la viande: le secteur effectuait une transition douloureuse de la ville (plusieurs villes américaines possédaient des quartiers que l'on continue parfois d'appeler "*butchertowns*") à la campagne. Cette transition coïncidait avec le passage de l'expédition de carcasses (souvent appelées "*swinging meat*") à l'expédition de viande, du bœuf en particulier, dans des cartons. Le départ des villes pour la campagne permettait également au secteur de passer d'une main d'œuvre fortement syndiquée à une main d'œuvre qui l'était nettement moins.

Rien de tout cela ne se passa sans combats, et ces combats furent parfois brutaux. L'histoire des grèves au sein d'une seule entreprise, IBP, est extraordinaire. Il y eut de la violence, des douzaines d'arrestations, et même le crime organisé y participa. D'autres sociétés importantes subirent aussi des conflits sociaux. La dernière grève du secteur qui fit vraiment la une des journaux eut lieu en 1985, lorsque le personnel syndiqué de Geo. A. Hormel & Co. à Austin, dans le Minnesota, débraya.

La grève traîna pendant des mois, et dressa voisins contre voisins et familles contre familles, dans une communauté d'Austin traditionnellement conviviale par ailleurs. *American Dream*, un film traitant de la grève, réalisé par Barbara Kopple, remporta le prix du meilleur documentaire en 1991.

Une accalmie relative

Depuis lors pourtant, le travail dans le secteur américain de la viande connaît une relative tranquillité. Cette accalmie est en partie due à la baisse de l'influence des organisations syndicales sur l'industrie manufacturière en général, et

en partie au fait que les grandes sociétés spécialisées dans la viande en carton, situées en zones rurales, ont fini par gagner la guerre. Les villes qui accueillent de grandes usines du secteur de la viande s'appellent aujourd'hui Garden City dans le Kansas, Ottumwa dans l'Iowa, et non plus Chicago dans l'Illinois, ou New York.

Tandis que les syndicats United Food and Commercial Workers et Teamsters continuent de représenter une partie significative des effectifs de la filière viande, ils n'exercent plus le pouvoir que l'ancien syndicat Amalgamated Meat Cutters exerçait dans les années 1950. Il est vrai que les vieux combats reprennent occasionnellement, comme ce fut le cas l'an passé lorsque les Teamsters se sont mis en grève ou ont rejoint des piquets de grève dans plusieurs usines exploitées par U.S. Foods, un grand fournisseur de viande pour la restauration.

La grève au sein de Holten, qui emploie quelque 300 salariés, résonne donc comme un vieux disque d'il y a 40 ans qui figurerait soudain sur une playlist contemporaine, un écho inattendu du passé. Mais peut-être en surface seulement. Alors que les combats sociaux de la filière viande d'il y a des décennies tendaient à porter sur les salaires, les salariés de Holten font grève pour que les travailleurs de nuit affichant de l'ancienneté puissent se porter candidat à des postes de jour.

Selon un porte-parole de l'UFCW Local 655, dont les propos sont rapportés dans le *St. Louis Post-Dispatch*, un travailleur de nuit ne peut pas invoquer son ancienneté pour candidater à un poste de jour qui devient vacant. D'après le syndicat, plutôt que de permettre à des salariés expérimentés de passer dans une autre équipe quand un poste se libère, Holten préfère la plupart du temps embaucher de nouveaux salariés pour remplir ces postes de jour. Le porte-parole a déclaré que la société avait proposé d'intégrer les droits d'ancienneté dans sa politique, mais aucune disposition en ce sens n'a été incluse dans l'accord proposé au syndicat. Contrairement à un accord, une société peut modifier sa politique à tout moment, a souligné le syndicat.

Du même côté

D'une certaine façon, le fait que le conflit porte sur la question de savoir si l'ancienneté compte encore est un indicateur de l'état du travail dans le secteur de la viande. Peu à peu, les travailleurs ont abandonné les contrats intéressants petit bout par petit bout, mais l'ancienneté a toujours été considérée comme un élément sacrosaint de toute convention collective. Il est reconnu que la longévité et la loyauté devraient être récompensées, sans parler des cotisations syndicales versées pendant de longues années.

Le fait que même cet élément fasse l'objet de négociations montre que plus que les salaires, plus que la question de savoir si le fait de mettre et d'enlever des vêtements et matériels de travail devrait être rémunéré (il s'agissait par le passé d'un point de discorde entre les sociétés du secteur de la viande et les syndicats et l'objet de plusieurs procès), désormais la simple existence d'emplois est au cœur des préoccupations du travail organisé.

En effet, le principal sujet d'inquiétude aujourd'hui au sein de la filière américaine de la viande en matière de main d'œuvre rassemble employés et employeurs du même côté: l'immigration. Au cours de ces dernières années, des raids conduits par des agents fédéraux de l'agence de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) pour débusquer des immigrants soupçonnés de vivre illégalement aux États-Unis ont perturbé le fonctionnement de plusieurs sociétés du secteur de la viande. Comme l'indiquait une ancienne Newsletter de l'OIV, le secteur américain de la viande dépend de la main d'œuvre fournie par les immigrants. Les raids de l'ICE peuvent coûter des dizaines de milliers de dollars par jour en pertes de production, et sont extrêmement déstabilisateurs pour les communautés d'immigrants.

Même si les sociétés du secteur de la viande ont recours à des procédures de certification comme "e-verify" pour déterminer si les candidats à un poste vivent légalement aux États-Unis, aucun système n'est parfait. Avec un regain des pressions exercées par l'administration Trump sur les soi-disant "*illegal aliens*" (étrangers clandestins), ce sujet d'inquiétude retient l'attention aussi bien des dirigeants des sociétés du secteur de la viande que des salariés sur les lieux de production. Il y a quarante ans, personne n'aurait pu imaginer que le secteur connaîtrait un conflit dans lequel des employés payés à l'heure se retrouveraient du même côté que les occupants des bureaux de direction grassement rémunérés.

Steve Bjerklie, Collaborateur à la rédaction, magazine *Meat & Poultry*; correspondant à *The Economist*

Prochains événements

Les 25 et 26 avril 2017	Symposium international de la filière veau, La Baule (France)
Du 10 au 12 mai 2017	Atelier Économie, Paris (France) **(complet, inscriptions closes)**
Les 18 et 19 septembre 2017	Symposium: Future Industrial Meat Production, Taastrup (Danemark)
Du 3 au 6 octobre 2017	Comité sur l'alimentation et la santé, Paris (France)
(dates exactes à confirmer)	Comité sur la protection animale, Paris (France)
	Comité sur la viande durable, Paris (France)
	Atelier Marketing, Cologne (Allemagne)
Du 18 au 20 octobre 2017	China International Meat Industry Exhibition, Qingdao, Chine
Du 30 mai au 1er juin 2018	Congrès mondial de la viande, Dallas, Texas (États-Unis d'Amérique)

Pour en savoir plus sur ces réunions, consultez le site Internet de l'OIV.